

Réflexion sur le respect de soi en milieu congolais

Olivier Kahola Tabu

Professeur Associé à l'Université de Lubumbashi

Département de Sociologie et Anthropologie

Introduction

Cette réflexion est centrée sur les contours du concept « respect ». C'est quoi le respect ? Dans les interactions quotidiennes, chacun voudrait qu'il soit respecté. Cependant, il s'observe dans le vécu, qu'il y a des relations qui ne peuvent être permutés sans que leur nature n'en soit modifiée disait Nathalie Zaccaï-Reyners. La pertinence et la complexité du concept respect dans ces figures nous a motivé à la suite de l'ouvrage de Richard Sennett intitulé *Respect : De la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité*, d'appréhender le respect de soi et le respect mutuel tel que vécus et perçus par ceux qui se sentent marginalisés dans ce monde emprunt aux inégalités sociales.

Dans notre société, le respect (*Heshima*) s'affirme aujourd'hui comme un sentiment et une exigence. Sentiment dans ce sens que tout homme quelle que soit sa position sociale, a une estime de soi, un respect de soi à sauvegarder. Personne ne souhaiterait être humiliée, méprisée quelle que soit sa position sociale. De ce fait, le respect s'affirme également comme une exigence parce que la valeur humaine se revendique et ne se négocie pas. Sous n'importe quelle motivation, on doit se montrer respectueux envers les autres. Aucune personne ne voudrait pas sous prétexte qu'elle est pauvre, qu'elle soit méprisée ou humiliée. De même, un riche souhaiterait que la révérence ne lui soit faite de toute personne à cause de son statut socioéconomique. Que n'entendons-nous dans les interactions sociales ? Une petite altercation avec quelqu'un, spontanément, il réagit *unayuwu niveau yangu* (connaissez-vous mon nom ?). Une manière de se valoriser, et de ce fait, se faire respecter. Ainsi, le respect est cette capacité de reconnaître en l'autre, quelle que soit sa position sociale, d'abord son humanité. De cette manière, on ne le méprisera pas et on le traitera avec dignité. Bref, le respect dû à l'être humain est mis en avant comme " la valeur essentielle de la socialité, de la moralité et de la civilité". Besnier note à ce propos que " le respect agit comme une espèce d'anxiolytique : imposant la distance et assurant l'identité, il structure le monde en une intersubjectivité bien réglée" (Besnier, 2002 : 20). Mais, derrière cette apparence normative, il s'observe des frontières qui font que certaines personnes ne profitent pas du respect et le voient bafouer.

Dans le cadre de cette réflexion, notre argumentation gravitera autour de trois points, hormis l'introduction et la conclusion. Le premier point présente brièvement l'auteur qui a inspiré cette réflexion, fait une approche définitionnelle du respect et des inégalités de talent qui affecte le respect, le second aborde les ambivalences entre respect et travail et le troisième, enfin, traite du respect en rapport avec les institutions sociales.

Une réalité se conçoit mieux quand elle est inscrite dans un cadre précis. Cuhe note à propos que : " la recherche scientifique n'est jamais totalement indépendante du contexte dans lequel elle est produite " (Cuhe, 2001 :30). Effectivement, le respect est

vécu différemment selon le contexte. Dans une société comme la nôtre où la précarité économique est galopante, la clochardisation des employés, l'effritement du salariat au profit de la débrouillardise qui prend le dessus, comment le respect est-il vécu ? Un Lushois en quête de quoi mettre sous la dent, peut-il tenir à sa respectabilité ? Va-t-elle la sacrifier au profit de sa survie ? Voilà des questions qui nous semblent importantes de contextualiser d'une part, notre auteur pour comprendre la pertinence de sa réflexion, et d'autre part, approcher les inégalités qui entament le respect de soi.

Respect face aux barrières de classe

1.1.1 Conception du respect

Richard Sennett est cet américain blanc qui a passé une partie de son enfance à Cabrini Green, une cité de Chicago. Il a été marqué par cette cité qui fut un ghetto de Chicago où vivait en majorité la population noire parsemée d'une population blanche pauvre.

Ayant quitté Cabrini Green après la guerre de verre qui avait opposé les enfants des blancs à ceux des noirs, Richard Sennett a continué à entretenir des liens avec son quartier d'origine. Ce rapport constant qu'il a entretenu avec cette cité l'a poussé à réfléchir profondément sur le respect. Pour Richard Sennett à quelles conditions le respect, à commencer par le respect de soi, peut-il subsister dans une société fondée sur l'égalité des talents mais où les inégalités s'accroissent ? Ainsi cerne-t-il trois facteurs qui sapent le respect : l'inégalité des talents, la dépendance des adultes et les formes dégradantes de compassion.

Cherchant à définir le concept respect, Richard Sennett part des différents aspects de respect pour le définir (prestige, statut, dignité, honneur, reconnaissance, etc.) et constate que ce que le respect lui-même signifie est socialement et psychologiquement complexe (Sennett, 2003 : 74). Cette définition est loin de réunir l'unanimité des auteurs. Il est dans ce cas intéressant de scruter les définitions que les autres auteurs donnent à ce concept. Murdoch souligne que " le respect est un concept discret, distant, ambigu. Il s'apparente à l'estime, la considération, la déférence. Le respect s'adresse aux droits, mais aussi aux personnes, aux animaux, aux choses, à la nature, aux idées, à l'art, à ce qui est bon, ce qui est saint, etc. " (Murdoch, 2002 :10-11). Pierre Dupuis met l'accent sur le caractère indissociable entre respect et reconnaissance de la dignité de l'humanité reconnue en tout homme (Dupuis, 2005). Le respect c'est l'expérience marquée par la relation à autrui. " Déclinée sous différentes formes : déférence, honneur, dignité, réserve, tenue, considération – elle se meut entre l'estime de soi, le souci de l'autre et la reconnaissance mutuelle "¹. Le respect c'est aussi l'expression par excellence du comportement moral, et pas seulement éthique, celui par lequel l'être humain exerce sur lui-même un contrôle et reconnaît une limite infranchissable : que ce soit le visage de l'autre, comme pour Levinas, ou ma propre dignité ou encore la vérité sans laquelle il n'est plus de lien entre les êtres humains. Le respect est retenue, suspension de l'acte insolent ou blasphématoire, violent ou plus subtilement destructeur (Audard, 2002 :14).

¹ Zaccai-Reyners, papier présenté en guise d'introduction sur l'ouverture de l'enquête sur les figures contemporaines du respect. ULB, 2005-2006.

Par ces définitions, le respect est une notion qui évoque la considération de l'autre avec toute sa dignité humaine et de soi-même comme étant digne en tant qu'homme. Vu la complexité du concept respect, nous ne pouvons l'aborder sous tous les sens. Nous nous arrêterons sur la définition donnée par Zaccai-Reyners qui est englobante. Notre analyse tournera autour de la conception du respect de soi qui fera intervenir aussi le respect mutuel.

John Rawls ne fait-il pas du respect de soi-même, le premier des *primary goods* ? (Rawls, 1988 : 270). Selon le même auteur, le respect de soi-même peut être défini selon deux aspects. Premièrement, il comporte le sens qu'un individu a de sa propre valeur, la conviction profonde qu'il a de sa conception du bien, son projet de vie vaut la peine d'être réalisés. Deuxièmement, le respect de soi-même implique la confiance en sa propre capacité à réaliser ses intentions, dans la limite de ses moyens (Rawls, 1987 : 479 ; 480).

Comment se vit alors le respect de soi par ceux qui sont frappés par les inégalités sociales. Et face à ces inégalités comment le respect leur est-il rendu ?

1.1.2 Inégalités de talent et respect de soi

Nous vivons dans un monde où chaque individu a ses atouts. Ces atouts développés peuvent donner la chance à l'individu de réussir dans sa vie et de ce fait d'acquiescer du respect vis-à-vis de sa communauté mais aussi d'avoir du respect envers soi-même.

Pour permettre d'ouvrir les horizons à tous, la formule de la carrière ouverte au talent (Sennett, 2003) a été lancée. Cette devise s'opposerait à une restriction des privilèges par la naissance et permettrait l'accession des individus jugés comme étant les meilleurs aux postes de responsabilité. John Rawls (1987 : 103) ajoute " à la condition d'ouverture des carrières aux talents, une condition supplémentaire : le principe de la juste (*fair*) égalité des chances. L'idée ici est que les positions ne doivent pas seulement être ouvertes à tous en un sens formel, mais que tous devraient avoir une chance équitable (*fair*) d'y parvenir (...) nous pourrions dire que ceux qui ont des capacités et des talents semblables devraient avoir des chances semblables dans la vie ". Or tous n'arrivent pas à développer leurs dons ou talents. D'une part, les conditions sociales ne leur permettent pas de se faire valoir, et d'autre part, la collectivité ne leur donne pas l'occasion d'exprimer leurs talents dans d'autres domaines de la vie sociale. Richard Sennett note à ce propos " il faudrait voir dans le talent un genre de différence parmi bien d'autres, chacun étant doué à sa façon " (Sennett, 2003 : 81).

Cette inégalité de talent s'observe de manière distincte dans la vie quotidienne. Elle se fait ressentir dans différents domaines de la vie, notamment : l'éducation et l'emploi. Prenons un enfant qui serait considéré comme moins intelligent à l'école, et par conséquent, à qui on dirait qu'il n'a pas de talent, peut se révolter. Cet enfant que l'école affirme nul, peut déclarer la guerre aux professeurs et parfois même au système. Pour cet enfant, une remarque blessante que lui adresserait le professeur constituerait pour lui comme un manque de respect à son égard. Cet élève en échec développe une amertume et du ressentiment contre l'école parce qu'aux yeux de tous, il a moins de mérite, de courage, de talent, d'intelligence que tous les autres qui ont su réussir. Obligé de reconnaître sa défaite, écrasé par son indignité, il développera une agressivité. Cette extériorisation du manque de respect est appelée par Dubet la révolte des vaincus.

(Fournier, 2004). " Quand l'élève échoue, il perd toute estime de lui-même et il peut essayer de sauver la face en agressant les professeurs " (Dubet, 2002 : 165). Pour les enfants qui se retrouvent dans cette situation, ils peuvent s'en prendre même à ceux qui sont clamés comme étant des élites.

Rawls affirme "quelqu'un qui a confiance en lui-même n'a pas de réticence à apprécier les autres. Si l'on résume ces remarques, on pourra dire que la condition pour que les individus se respectent eux-mêmes et les uns envers les autres est que leurs projets communs soient à la fois rationnels et complémentaires : invitant au développement des dons de chacun, ils suscitent en chacun un sentiment de maîtrise et forment, d'autre part, ensemble un système d'activités que tous peuvent apprécier et trouver agréables " (Rawls, 1987 : 481).

Les enfants issus des milieux défavorisés se voient parfois contraints de cacher leur talent et évitent de l'étaler. Paul Willis, cité par Sennett (2003 : 112), dans son ouvrage *Learning to labor* a montré que les jeunes gens issus de la classe ouvrière freinaient de leur propre gré leur progrès scolaire par crainte de couper les ponts avec leurs amis et leurs communautés s'ils allaient trop loin. Sennett en menant ses interviews à Boston pour des *hiddens injuries of class* a fait le même constat. Dans ce dernier cas, les parents de ces enfants manifestaient la peur de voir leurs enfants connaître une mobilité. Pour eux cette mobilité aurait des risques d'éloigner non seulement leurs enfants, mais de faire naître en eux un sentiment de honte envers leur communauté.

A Lubumbashi, il s'observe une mobilité sociale. Les castes ne sont pas toujours figées. Un enfant d'un pauvre, par sa volonté peut percer jusque dans la classe bourgeoise. La théorie de la reproduction ne s'applique toujours pas. L'un des extraits de la star congolaise de la musique congolaise « papa Wemba » le dit clairement « shege, chance eloko pamba » (enfant de la rue, la chance n'est rien) pour dire que l'émergence ne dépend pas totalement de la personne plutôt de Dieu. En Swahili, on l'exprime encore mieux *maisha ni ya mungu* (la vie appartient à Dieu). Cela sous-entend qu'une personne méprisée aujourd'hui, pourrait devenir une personne respectable, étant donné que c'est Dieu qui élève et abaisse. Nous sommes dans un registre diamétralement opposé des sociétés occidentales. Pour celles-ci, le destin semble être scellé pour les pauvres alors qu'à Lubumbashi, la mobilité sociale inverserait les postures sociales.

La chanson congolaise profane et religieuse souligne cette flexibilité. Aussi, on a vu des dignitaires sous les régimes passés devenir presque de va-nu-pieds à la suite de beaucoup d'événements dans leur vie.

Toutefois, les talentueux qui parviennent à émerger sont engagés dans les institutions où ils font prévaloir leurs dons et jouissent du respect de la communauté et voient leur respect de soi être valorisé. Dès fois, arrivés à la fin des carrières, certains ne jouissant plus de certains privilèges qui leur étaient accordés, rallient cela au manque de respect. Le cas de Zidane² est révélateur. Alors qu'il voulait assister à un match de football au Parc des Princes en hommage aux champions de France de 1998 et 2000, il pensait jouir des mêmes considérations que quand il était joueur. Arrivé à la porte d'entrée, le ticket lui était demandé sans que le contrôleur ne fasse attention à sa

² La déclaration a été faite après la cérémonie en hommage aux champions de l'équipe nationale de France football de 98 et 2000. Cfr. Emission télévisée téléfoot/TF1 du 11 février 2007 à 10 heures 45.

personne. Interviewé par les journalistes, il s'est dit profondément choqué parce qu'on lui a manqué le respect.

Ce respect évoqué par Zidane ne renverrait-il pas au respect de soi ? Se croyant différent des autres par son talent, il pensait bénéficier des privilèges dans le traitement par rapport aux autres supporters venus au stade. Le fait qu'il a été traité comme les autres supporters, Zidane s'est senti diminué dans son respect de soi.

Nous tournant vers les désavantagés, le respect de soi est perçu autrement. Pour celui qui n'a pas eu la chance d'exprimer son talent dans un domaine quelconque et pour celui qui a été freiné à faire valoir son talent suite aux conditions sociales de la famille, il se crée un frein dans la vie active. L'ascension de ces individus dépendra de leur capacité de se démarquer des autres, de prouver leur compétence et leur talent dans le métier. Or la société ne leur ayant pas accordé cette chance d'exposer ou de mûrir leur talent, restreint leur insertion dans la collectivité. Ce qui limitera leur place ou leur statut dans la vie active et il leur sera alors difficile d'espérer gravir les échelons afin d'améliorer leurs conditions.

Cette primauté des talents engendre des inadaptés, non pas qu'ils sont incapables d'entreprendre une action, mais parce que la société ne leur donne pas l'occasion d'exprimer leurs talents dans d'autres domaines de la vie sociale. Il est vrai que l'individu peut offrir à la société un autre savoir-faire qui puisse le valoriser socialement. Cette conversion n'est pas aussi facile qu'on le pense. Que ne voyons-nous pas dans la société, des parents qui ont investis dans la scolarité de leurs enfants sont désillusionnés par la vie active. Dès lors, la personne est censée ignorer son diplôme pour s'adapter à la vie. Un diplômé en médecine qui devient cambiste (changeur de monnaie) ou un diplômé en sciences économiques qui assure les services de gardiennage. Ces inversions sont douloureuses, et ceux qui le font, c'est en sapant leur estime de soi. L'expression Luba Kasai en dit long *falanse ki nfulanga to* (parler français ne procure pas de l'argent). Confronter aux réalités pratiques de la vie, les individus développent leur savoir-faire pour s'adapter à la dynamique vitale. Pouvons-nous dans ce cas prétendre qu'il y a une valorisation de talent ? Sans plonger dans le jugement des valeurs, nous en doutons. Peut-être les talents tribaux et partisans.

Une société où certains talents sont favorisés par rapport aux autres ne limite-t-elle pas les gens d'accéder au travail ?

Travail, respect de soi et respect envers les autres

Le travail est une libération pour l'homme qui marque son indépendance dans la vie quotidienne. " Le travail est aussi l'engagement d'un sujet dans une activité qui lui apporte des satisfactions intrinsèques, du plaisir, du bonheur, un sentiment d'épanouissement et de liberté ; à l'opposé, il lui donne le sentiment d'être aliéné, détruit, usé même quand il est bien payé et occupe une position considérée comme convenable " (Dubet, 2006 : 129).

Il est vrai que la société contemporaine, compte tenu des enjeux technologiques, économiques, sociaux et environnementaux valorise la spécialité du métier. Et cette spécialité se cristallise dans le talent avec lequel chaque personne travaille, la manière

dont il se distingue des autres. Paul Ricœur note " ce qui mérite estime et respect, ce sont donc des capacités et des potentialités " (Ricœur, 2002 : 99).

Ainsi donc, ceux qui, lors de leurs parcours, n'ont pas eu les chances d'acquérir de la culture et des compétences techniques sont privés d'un bon travail ou alors ne parviennent pas à se faire embaucher. Cette situation affecte leur respect de soi et de ce fait, il voit le respect leur accordé par la communauté diminuer. A ce manque de talent qui constitue un frein dans la vie active, il s'y ajoute le problème de licenciement qui se vit dans certaines sociétés.

Richard Sennett affirme " dans un contexte où l'essor du capitalisme industriel renforce les valeurs libérales, les ouvriers se trouvent de plus en plus dépossédés de leur travail sous l'effet de la rationalisation du travail. Or, le travail devient la source la plus importante du respect mutuel et du respect de soi. L'adulte que respectait le libéralisme était celui qui travaillait " (Sennett, 2003 : 124).

2.1 Respect et déprofessionnalisation

La société contemporaine présente à ce niveau une image ambivalente. Elle tient au respect qui devient une valeur intrinsèque dans les interactions avec autrui, et en même temps, elle érige des mécanismes qui dépouillent l'homme de son travail. Cette contradiction ne produit-elle pas une société où le respect est un vain mot ? Michel Collon constate :

"la mondialisation est basée sur la propriété privée des richesses économiques et sur la loi du profit maximum, il en découle que chaque multinationale est obligée, si elle veut survivre d'éliminer des concurrents. C'est en cela que l'on devient le plus fort. Et cette loi veut que l'entrepreneur qui a le plus d'ouvriers les licencie. En dépossédant les ouvriers de leur travail ou en faisant faire le même travail par moins d'ouvriers. Cet entrepreneur là, gagne la guerre économique, il est alors un bon capitaliste car son action grimpe" (Collon, 2005 : 13-14).

Cette réalité soulève une série de questions: quelle est la place que la société moderne accorde au respect de la dignité humaine face à l'accroissement des chômeurs, des licenciés, des démunis, etc. ? Face à toutes ces réalités qui ravagent notre société, la notion de respect ne se noie t-elle pas dans des abstractions que les plus forts essaient d'objectiver tout en abusant selon leurs intérêts ?

Les entreprises qui délocalisent, n'interpellent-elles pas sur le droit au travail ? Comment envisagez le respect par le travail pendant que les entreprises ferment pour leurs intérêts économiques ? Les événements récents sur les licenciements des travailleurs de la Gécamines communément appelés « Départs volontaires ou ODV » suscitent une réflexion. Dépouillés, affamés, impayés pendant plusieurs mois, l'employeur mijote un plan de départ volontaire du travail. Comment un homme affamé peut-il réfléchir sur son devenir ? Devant l'alternative « souffrance et argent », le travailleur Gécamines devrait opérer un choix. Bon nombre a opté pour un départ alors que c'était un licenciement massif. Un salarié avait déclaré : *je suis désespéré car je ne sais que deviendra ma vie et celle de ma famille demain. C'est avec amertume que je vis cette situation dans l'impuissance absolue.*

C'est de son travail que ce salarié licencié, pouvait organiser sa vie et se sentir maître de son avenir. Dépouillé de son travail, il est privé de ce que Maurice Blanchot appelle le pouvoir de dire je. Il n'existe plus dans son identité personnelle car la perte de l'emploi est une déchéance non seulement familiale mais sociale. Le salarié se retrouve hors du monde et doit vivre sans horizon prometteur (Blanchot, 1986 : 193). Quelle perspective doit-il avoir ? Parce qu'aujourd'hui le travail est indissociable de la précarité et de la flexibilité.

Il n'est secret pour personne que les agents de la Gécamines n'ont plus le prestige social qui était les leur. Quand cette entreprise de l'Etat était pourvoyeuse principale de l'économie du pays, les différentes activités commerciales étaient corrélativement liées à la paie des agents Gécamines. On ne les refusait presque pas un crédit. Ils étaient les meilleurs clients. Chaque quinzaine du mois, le entre ville était en ébullition. Les agents Gécamines investissaient les magasins. Actuellement, le prestige social et le respect qui leur étaient accordés ne relèvent que de la nostalgie. Personne ne pouvait penser qu'un jour, la grande entreprise s'écroulerait et que ses agents seraient clochardisés. Plusieurs solutions furent tentées pour redynamiser les activités de la Gécamines, c'était sans succès, jusqu'au jour où l'option de remercier les agents fut optée. Affamés, clochardisés, mendiants, quelques agents s'étaient engagés dans le programme des départs volontaires avec l'espoir que l'argent de leur indemnité leur permettrait de se convertir autrement dans la vie. C'était sans compter avec les impondérables de la vie. Pour plusieurs, les activités génératrices dans lesquelles ils s'étaient lancés n'avaient pas reçu, tout en perdant leur capital. Une situation qui les avait davantage plongés dans la précarité avec ces corollaires de méfaits : l'irrespect. Personne ne pouvait leur faire confiance. Quand ces ex-travailleurs sollicitaient un crédit, on n'hésitait pas de leur demander avec quoi il rembourserait étant donné qu'ils n'ont plus de travail.

Dans ces conditions, "la personne s'estime méprisée, abandonnée de tous ; elle développe un sentiment de culpabilité. Ayant perdue ses repères extérieurs il n'existe plus en tant qu'être humain ; hors de la fonction qu'elle occupait dans son monde, elle n'est plus rien. C'est son adhésion aux valeurs du groupe qui lui tenait lieu de conscience de soi, constituait son ego, la base du respect que les autres lui portaient, et, par conséquent, qu'elle se portait elle-même" (Goldmann, 2002 : 43).

Dubet souligne à ce propos que la fin du travail n'a guère résisté au chômage de masse. Et que pour beaucoup d'entre nous le travail est préférable au chômage, même s'il n'est pas forcément économiquement rentable. Ainsi, on est obligé de travailler pour vivre, sinon on est moins rien (Dubet, 2006 : 131-134). Parfois, nous nous posons la question de savoir : pourquoi les gens continuent-ils à prester alors qu'ils sont impayés pendant plusieurs mois (SNCC, SODIMICO) ? Pourquoi ne démissionnent-ils ? Nous comprenons que le revenu que rapporte le travail n'est pas si valorisant que le statut d'employé. Le fait de se savoir qu'on est travail, s'adoucit les frustrations par le fait que psychologiquement, la personne se considère comme important dans la communauté. L'espoir faisant vivre, il croit toujours en l'amélioration des conditions salariales et de sa vie. De même, dans les interactions sociales, la personne conserve l'estime de soi. Que n'entendons-nous pas ? Mieux vaut un salaire modique que d'être chômeur. En définitive, le travail valorise l'homme et impose un respect pour sa personne.

La situation dans laquelle se retrouve ceux qui perdent leur emploi s'assimilerait à celle des marginaux vivant sans travail. Annie Goldmann (2002) fait remarquer que

l'individu intégré peut se trouver conforté par les formes sociales de la reconnaissance telles que réussite professionnelle, notoriété ou tout simplement insertion dans le tissu social. Et ces marques extérieures de considération ou d'intérêt le rassurent sur son identité. Par contre, tel n'est pas le cas pour le marginal pour qui ces signes extérieurs n'existent pas. Ce dernier vit en dehors des structures sociales qui sont le travail, la famille, le couple, le domicile, etc. Vivre en dehors de tout cela, ce n'est pas existé dans et pour le monde.

C'est pour dire que dans notre société, le travail devient le symbole de respect et de considération sociale. Mais ceci ne fait pas oublier qu'il y a aussi des catégories de travail mal connoté, le travail qui au lieu de libérer l'homme, l'asservit et l'aliène. Si le travail est plus mis en exergue comme facteur d'indépendance et de respect, il s'observe malheureusement que le travail tend à devenir un bien qui n'est pas toujours accessible à tout le monde.

Sans travail, l'homme est fragile, c'est le travail qui engendre des attentes pour la personne qui preste. Et lorsque la personne répond selon son rang à ses attentes, elle est respectée et se respecte parce qu'elle n'est plus une charge pour la société mais plutôt un partenaire. Quand les liens qui se tissent sont de partenariat, il y a respect mutuel. Mais lorsqu'une partie dépend sans contre partie, la honte de la dépendance émerge et cède place à l'irrespect et à l'indignité. Or, l'irrespect entame l'estime de soi et expose publiquement l'incapacité d'existence. Nous l'avons vu avec certains départs volontaires de la Gécamines. Quelques uns avaient perdu leur autorité maritale dans les interrelations sociales au sein de la famille. Les enfants prenant de l'ascendance économique ne respectaient plus leur parent. De même, certaines épouses méprisaient leur conjoint en disant *wa nini?* (que peut-il donner?). La déprofessionnalisation dépouille l'ex travailleur du pouvoir de s'assumer. Une posture qui engendre l'irrespect.

Vincent de Gaulejac répond qu' "une frontière s'est instaurée entre la dignité et l'indignité : celui qui est autonome, qui ne dépend de personne pour vivre fait partie de la communauté sociale. Il est reconnu comme tel et peut s'affirmer comme digne d'appartenir au groupe. Celui qui est dépendant, qui a besoin de la charité pour vivre, n'est plus un citoyen à part entière, il bascule dans l'indignité. Il est donc normal, sinon légitime qu'il soit méprisé par les autres, rejeté, mis au ban de la société" (De Gaulejac, 1996 : 102-103).

Le manque d'autonomie plonge inévitablement la personne dans un réseau de dépendance. Contrairement à l'autonomie qui incite la personne à se réaliser, à réussir économiquement et professionnellement. Cette réalisation, fait qu'elle se sente indépendante, car la réalité socioéconomique passe par une autonomie financière. A contrario,

"l'exclusion et la désinsertion sont de plus en plus soumises à des critères professionnels et économiques : les inutiles au monde sont ceux qui n'ont aucune autonomie financière et sont incapables de subvenir à leurs besoins" (De Gaulejac, 1996 :104).

Ainsi donc le manque de travail arrache aux individus leur autonomie et les pousse à dépendre des autres ou des institutions.

2.2 Respect et attente institutionnelle

Richard Sennett constate que " dans le canon libéral, l'idée que la dépendance dégrade procède d'une certaine conception de l'âge adulte. La dépendance est un état de vie incomplet : normal chez l'enfant mais anormal chez l'adulte. Aussi les penseurs libéraux ont estimé que la dépendance vis-à-vis des pouvoirs publics amène les adultes à se conduire comme des enfants" (Sennett, 2003 : 119).

La dépendance se crée dans un monde où les individus n'ont pas accès à l'emploi ou le perdent quand ils en ont. Ce qui dans certains cas contribue à redoubler la précarité. Cette dépendance devient extrême lorsque l'on éprouve le sentiment de ne plus pouvoir prendre en charge sa vie, qu'il s'agisse du travail, de la recherche d'un emploi, du logement. Pour les «dépossédés», devant ce qu'ils considèrent comme un échec personnel, le seul recours reste l'assistance, qui accentue la dépendance, et avec elle le sentiment de honte et d'irrespect conforté par l'implacabilité et la distance froides des administrations en charge du problème. " Il apparaît surtout que l'aide sociale s'avère très difficilement compatible avec le respect de la vie privée (...) On imagine bien que les personnes qui sollicitent l'aide des centres seront le plus souvent amenés, en raison même de leur situation de dépendance, à révéler des éléments qui concernent le plus intime de leur existence (situation d'isolé ou de cohabitant par exemple, problèmes de santé...) (Ost, 1988 : 269)

Pour les assistés, la dépendance devient honteuse lorsqu'elle désagrège, humilie, méprise tout en s'affirmant pour la personne comme violence psychologique, symbolique ou physique. Lorsqu'elle atteint cette dimension, elle viole ce qui est sacré " l'humanité". Cette valeur inviolable n'est autre ce que Vincent de Gaulejac appelle la dignité, qui est

" cette mobilisation du sujet pour ne pas sombrer, résister à la souffrance et sauvegarder sa subjectivité malgré les difficultés qui le submergent. Ne pas trahir, ne pas se déjuger, refuser la dépendance, ne rien devoir à personne" (De Gaulejac, 1996 : 136).

A Lubumbashi et partout ailleurs dans le pays, les institutions de l'Etat deviennent des génératrices de l'irrespect. Au quotidien, nous assistons aux scènes honteuses pour un pays qui tient à l'humanité. Ne dit-on pas que chaque travail mérite un salaire ? A Lubumbashi, bien que les populations soient attachées à l'emploi salarié, celui-ci devient une source des frustrations et d'irrespect. Le salaire est modique, et ne permet pas à plusieurs travailleurs de nouer les deux bouts du mois. Cependant, ce salaire n'est jamais régulier. L'attente est toujours longue. Presque tous les travailleurs connaissent les termes techniques de banquiers, à force d'attendre et de s'informer par tous les canaux la situation de leur paie. Etant donné que la date de la paie n'est jamais fixe, l'information passe de bouche à l'oreille. Ainsi, une personne dira à l'autre, l'ODV (ordre de virement) est déjà arrivé. Probablement, on paie demain. Cette information va circuler, et le jour supposé être de la paie, les agents s'assemblent et attendent impatiemment leur paie parfois jusque tard le soir, mais pour ne pas être payé. Le spectacle est désolant à l'Université de Lubumbashi.

Quand la paie est en vue, les signaux qui ne trompent pas, sont les vieux ouvriers qui s'assemblent sous les arbres avec leur vélo. Quand on le voit ainsi, on se dit qu'il y aura paie ou elle est imminente.

Ces situations sont humiliantes alors que les institutions devraient fonctionner de manière à respecter la dignité humaine. La paie modique soit-elle devrait être régulière et à une date précise. Aussi, la paie ne devrait mobiliser tout le monde, chacun saurait qu'il touche son argent à telle date et n'a pas à passer des longues heures à l'attendre. Le respect, c'est aussi dans les manières de traiter humainement le travailleur.

2.3 Assistance et irrespect

Lorsqu'on n'a pas le travail, dans un contexte où l'emploi justifie l'insertion dans la société, la personne se sent comme une charge pour les autres. Cette situation fait que la personne vit au dépend de l'assistance. Comment les assistés perçoivent-ils les services sociaux?

Face à l'assistance, les usagers expriment beaucoup d'ambivalence. "D'un côté, ils reconnaissent la nécessité et valorisent le travail de ceux qui acceptent de les écouter et de s'occuper d'eux ; d'un autre côté, ils expriment une colère et une souffrance d'être obligés de se soumettre à des procédures qu'ils vivent comme inutiles, contraignantes ou dévalorisantes" (De Gaulejac, 1996 :111). Au-delà de la nécessité de survie, les institutions d'assistance bafouent le respect et l'intégrité humaine. A ce propos Vincent de Gaulejac argumente que les assistés sont contraints à se soumettre à des procédures et à accepter une relation dans laquelle ils sont dominés. L'humiliation vient d'abord de cette obligation de se soumettre, elle est entretenue par le sentiment d'être traité comme un objet et même parfois méprisé (De Gaulejac, 1996).

Que ne voyons-nous pas dans notre société. Une personne qui quémande régulièrement perd sa personnalité. Les réactions vont dans tout le sens. D'où une expression en swahili local *kulomba ku napita* (il exagère dans sa mendicité). Quand on se fait assister souvent, la seule présence chez autrui suscite les moqueries et les inquiétudes. Certaines personnes perdent même leur droit d'aînesse parce qu'ils sont nécessiteux. La parole de son jeune frère ou sa jeune sœur est plus crédible que la sienne.

Dans son ouvrage, Richard Sennett retrace les propos d'une mère qui perçoit le déshonneur et qui s'y soumet malgré elle :

" je ne suis pas à la merci de ce qu'un autre va m'offrir (...) mais je sais que j'ai quatre gosses, et que s'ils m'offrent quelque chose, ça en vaudra la peine. (...) Comprenez moi bien, je veux faire comme tout le monde. Je ne leur demande pas non plus la charité (...) " (Sennett, 2003 : 129).

Les propos de cette femme démontrent que la dépendance engendre un sentiment de honte et d'une perte de l'estime de soi, car l'on se sent incapable d'accomplir certains devoirs et certaines obligations que les autres parviennent à accomplir. Ainsi, étant dans l'impossibilité de faire quoi que ce soit, l'aide sociale demeure une issue de secours susceptible de résoudre certains problèmes de la vie quotidienne. Les assistés finissent par l'accepter même si cela paraît être un déshonneur.

Est-ce que le système d'assistance ne développe-t-il pas le sentiment d'irrespect dans leur fonctionnement ? Il est vrai que le fonctionnement bureaucratique, la division de travail, les procédures, etc. ne tiendraient pas compte de la dimension humaine, mais de l'observance des consignes à suivre ou mieux du respect de la procédure que les assistés doivent suivre. La place de la personne dans ce cas semble être relégué au second plan. Cette dimension a été observée par Vincent de Gaulejac quand il affirme que :

"le fonctionnement bureaucratique et impersonnel de beaucoup de services sociaux conduit à privilégier le respect des procédures à la qualité de la relation. La plupart des services d'assistance subordonnent l'aide à des conditions préétablies. D'où une demande de justificatifs, de papiers divers pour pouvoir en bénéficier. La conséquence de cette soumission objectivante et normalisante est le sentiment, partagé par les usagers, que l'aide doit se mériter, qu'elle est la contrepartie de sa bonne volonté à se soumettre, qu'il y a un prix à payer" (De Gaulejac, 1996 :112). En d'autres termes, " les modalités de l'aide sociale ne sont pas nécessairement respectueuses de la vie privée, de la liberté de conscience et de la dignité des personnes assistées " (Ost, 1988 : 267).

A tout ceci s'ajoute l'attente, les professionnels des services sociaux manifesteraient l'attitude de ne pas se préoccuper des usagers. Ils semblent ne rien leur dire et qu'ils doivent attendre le temps qu'il faudra parce qu'ils n'ont plus de choix. Leur survie dépend en quelque sorte de leur patience et obéissance aux exigences et aux procédures à suivre.

La multiplication des systèmes d'aide, leur individualisation, sont les symptômes de la fin de l'Etat-providence et du renoncement aux garanties fixes et permanentes pour rejeter sur l'individu le soin de se prendre en charge. Ceux qui n'ont pas les moyens de gravir les paliers se voient alors contraints à l'exclusion et à la honte «sociale et de soi». Pour ces raisons, toutes les marques d'irrespect et de mépris exacerbent la dignité des populations vulnérables qui sont montrées du doigt et assignées responsables de leur échec.

Dans l'ouvrage individu et justice sociale, Ost relate un cas où le CPAS³ a refusé de payer le cours de sténodactylographie pour une fille d'un demandeur dans une école privée en lui disant que ce cours pouvait bien être suivi gratuitement dans les écoles de la ville de Bruxelles. Et pour refuser ou réduire fortement l'aide sollicitée, les services n'hésitent pas à brandir la faute du requérant par l'alcoolisme, le jeu, la paresse, le refus de mise au travail, etc. ; comme étant les éléments qui l'empêchent de gravir les paliers.

Dans des telles conditions, " comment déterminer si l'alcool, le jeu, le dérèglement administratif, voire la prodigalité constituent la cause ou plutôt la conséquence d'une situation désespérée ? On devrait donc se garder de conclure trop hâtivement à la faute du marginal ; ce serait soutenir implicitement que les marginaux se complaisent volontairement dans la misère et le dénuement " (Ost, 1988 : 269).

2.4 Interactions ambiguës : Institutions-Assistés

Face aux mépris des services sociaux, certains assistés préfèrent ne pas demander de l'aide et vivre dans la misère même sans une issue probable. Ost qualifie ces gens qui

³ Centres publics d'aide sociale

préfèrent se passer de l'assistance sociale malgré leurs besoins comme ceux qui n'ont pas perdu le sens de leur dignité (Ost, 1988 : 270). A Lubumbashi, il n'y a pas institutionnalisation des solidarités comme c'est le cas en Occident. Dans l'histoire des sociétés occidentales, il y eut un moment à cause des vicissitudes de la vie, la nécessité d'organiser la solidarité à l'échelle nationale pour libérer les individus des soucis matériels de leurs parents et de leurs proches. Il fallait donc canaliser la prise en charge dans ce qu'on appelle « Etat providence » afin que celui-ci, par diverses contributions, sache redistribuer à la collectivité. De cette façon, toutes personnes exclues ou fragiles trouveraient solution à leur précarité dans cet Etat (cfr. Dambré, 2006). Un processus de maturation que beaucoup de pays africains et de surcroît les familles lushoises n'atteignent pas. L'Etat comme le dit le Lushois *aletake* (L'Etat ne donne jamais), pour dire qu'il n'existe pas. A défaut d'institutionnaliser les solidarités, les gens ont consolidé la parentalisation des solidarités. Au lieu de recourir aux institutions étatiques pour se faire assister, les gens se tournent vers la parenté.

A Lubumbashi, les ambiguïtés entre les institutions et les assistés sont criantes. L'humanité n'existe presque plus au profit du lucre et autres intérêts que les personnes en interaction peuvent tirer. Dans nos hôpitaux, le serment d'Hippocrate n'a plus son sens. Un malade peut succomber devant les regards impassibles des soignants, simplement parce qu'il n'a pas d'argent à payer les soins. Dans les hospices de vieillards, l'ambiance est à l'abandon. On ne dirait pas que ce sont des gens qui y vivent. Ces personnes de troisième âge sont abandonnées à leur triste sort. Pour leur survie, ils sont contraints de quémander. L'Etat qui devrait les assister, les méprise et on ne fait cas d'eux que lors des événements particuliers. C'est alors qu'ils jouissent de quelques dons. La parenté qui devrait pallier au déficit de l'Etat se révèle également excluante. Les différents membres accusent ces personnes de troisième âge de sorciers, simplement, parce que la culture lushoise n'entrevoit pas d'envoyer le parent dans une maison de retraite. Quand on est vieux, ce sont les enfants qui vous prennent en charge. Le phénomène enfant de la rue ou enfants sorciers, sont autant de cas qui montrent que les solidarités tant vantées ne sont pas toujours actives. Ces différentes personnes perdent de ce fait, leur dignité et le respect qu'on leur doit.

Dans ce contexte, il n'est pas facile de rencontrer de gens qui tiennent à leur respect lorsqu'ils se butent à des sérieuses difficultés. Un patient qui n'a pas d'argent à payer pour ses soins accepterait contre lui que les infirmiers le méprisent pourvu qu'il ait les soins appropriés. De même, une personne de troisième serait mobilisée de chanter et de danser pour un homme politique parce qu'à la fin, elle bénéficierait de quelques dons. Il y a cependant des gens qui tiennent à leur dignité quelles que soient les conditions dans lesquelles ils se trouvent. Pour eux, le respect et leur dignité n'ont pas de prix. Tel est le cas qu'évoque Rawls (1987) d'une mère qui vivait terrée avec ses deux enfants sans demander des secours, préférant une survie sans issue au démantèlement de sa famille.

Pour cette mère, on pourrait dire que s'exposer devant les services sociaux traduirait son incapacité à prendre en charge sa famille. Cette exposition pouvant engendrer la honte qui selon (Rawls, 1987) est le sentiment ressenti lorsque notre respect de nous même est atteint ou quand notre estime de nous même est blessée, cette mère préfère mourir dans sa misère.

La réaction de cette mère est une protection de sa dignité car voulant préserver ce qui lui reste " respect de soi même ou cet estime de soi ". Vincent de Gaulejac ne dit-il pas que :

" combien des gens préfèrent rester dans la misère plutôt que de risquer d'être humiliés ou méprisés, c'est-à-dire perdre les seules choses qui restent à la personne démunie, la dignité, l'estime de soi, l'autonomie qui est la condition de l'amour propre " (De Gaulejac, 1996 : 136).

Il se pose alors la question de savoir : qu'est ce qui provoque chez les assistés le sentiment que les services sociaux leur font perdre leur respect de soi et refusent parfois de s'y rendre ? Quel rôle doit jouer ces institutions d'aide pour que l'assistance soit respectueuse ?

Dans son ouvrage les sources de la honte, Vincent de Gaulejac évoque trois éléments (le contrôle, l'attente et le mécanisme de la porte tournante) caractéristiques des systèmes d'aide (services sociaux) qui font privilégier les respect des procédures à la qualité de la relation. Ces trois éléments exaspèrent les assistés. Le contrôle par le fait que les services d'assistance subordonnent l'aide à des conditions préétablies..., l'attente leur donne le sentiment de perdre leur respect et de traduire que les services auxquels ils se soumettent ne les considère pas avec tout le respect dû à la condition humaine, et enfin la porte tournante qui signifie que l'assisté doit toujours être disponible, doit toujours répondre à ce qui lui est demandé, ... (De Gaulejac, 1996 : 112).

Le Breton fait savoir que dans toute situation, nous ne devons pas oublier que : " chaque individu est une divinité miniature digne de respect et d'attention " (Le Breton, 2004 : 122).

Ainsi toute personne quelle que soit sa situation cherche à préserver sa face afin de se donner un certain crédit dans la société. Et ce crédit n'est autre que le respect que l'on attend des autres.

De ce qui précède, le respect ne peut mieux se comprendre que dans les rôles que jouent les institutions. Dans leurs interactions avec les assistés, une médiation permanente doit s'installer afin que chaque partie se sente respecter. Richard Sennett le mentionne en ces termes : " le respect mutuel se nourrit des échanges rituels. Et il importe de mentionner que l'art d'exprimer le respect n'implique pas seulement la justice, la vérité ou la bonté. Mais veut que l'on fasse la bonne chose à un bon endroit " (Sennett, 2003 : 255).

Le respect des autres requiert quelques conditions. Margaret Cohen en retient les suivantes :

"Tout d'abord, nous devons reconnaître le statut d'être humain pleinement indépendant que possède l'autre. Ensuite, nous devons faire l'effort de revenir sur ce que nous projetons sur lui pour reconnaître que cela vient de nous-même" (Cohen, 2002 : 70).

Lorsque nous nous dépouillons de nos projections sur l'autre, nous verrons en l'homme quelles que soient les différences sa vraie valeur humaine. C'est pour dire que les institutions bien qu'elles fonctionnent sur base des consignes, elles ne doivent pas privilégier ces consignes au détriment de la dignité humaine. Richard Sennett dirait une inégalité accompagnée d'un désir d'égalité engendre le respect partagé. Nous ne devons

perdre de vue que chaque personne a une dimension sacrée à sauvegarder. Goffman note "toute personne est un objet rituel délicat" (Goffman, 1974 : 30).

Conclusion

Le respect de soi qui est un bien premier essentiel est préjudicié à cause des inégalités sociales. Nombre de personnes, notamment les démunis, les chômeurs, les nécessiteux, etc. estiment que leur respect de soi est diminué du fait qu'elles ne peuvent prendre leur destin en main. Cette situation découlerait d'une part, de l'incapacité de faire prévaloir leur talent, d'autre part la déprofessionnalisation dans une société où le travail devient un facteur d'autonomie.

Les contraintes socio-économiques et les fractures sociales font que le respect se joue à la crête de deux problématiques dans notre société : le travail et l'indépendance. Privilégier le talent dans un monde d'inégalités sociales sans égalité de chance condamnerait ceux qui seront considérés moins talentueux de dépendre des institutions sociales. A ceux là, il faudrait y adjoindre ceux qui perdent leur travail.

Cependant, les institutions sociales qui devraient réduire les effets dénigrants de la dépendance mettent à l'avant plan les processus à suivre au détriment de la dignité humaine. Cela amène les assistés à déceler à travers ces démarches un manque de respect à leur égard et qui entame encore leur respect de soi.

De ce fait, tant que subsisteront les inégalités de talent, les inégalités de chance, les inégalités sociales, la notion du respect de soi et celle du respect mutuel seront à revisiter car elles n'épargneront pas la confiance de soi minimale.

Bibliographie

- AUDARD, C., (2002). *Respect. De l'estime à la déférence : Une question de limite*. Paris: Les éditions Autrement, pp.12-15.
- BESNIER, JM. (2002). Eloge de l'irrespect, in Catherine Audard, *De l'estime à la déférence : Une question de limite*. Paris: Autrement, Collections Morales, pp.19-33.
- BLANCHOT, M., (1986). *L'entretien infini*. Paris: Gallimard.
- BRETON, D., (2004). *L'interactionnisme symbolique*. Paris : PUF.
- COLLON, M., (2005). *Bush le cyclone*. Luxembourg: Oser dire.
- CUCHE, D., (2001). *La notion de culture dans les sciences sociales*. Paris: La Découverte
- DUBET, F., (2002). *Le déclin de l'institution*. Paris : Seuil
- FOURNIER, M., (2004). École : La révolte des « vaincus » ? Entretien avec François Dubet in *Sciences humaines*, Hors série n°47, pp. 42-43.
- GAULEJAC, V., (1996). *Les sources de la honte*. Paris : Desclée de Brouwer.
- GOFFMAN, E., (1974). *Les rites d'interaction*. Paris : Minuit.
- GOLDMANN, A., (2005). Marginaux du cinéma in Catherine Audard (éd.), *Le respect. De l'estime à la déférence : une question de limite*. Paris : Autrement, pp.34-45.
- MARGARET, C., (2002). Histoire de naissance et de mort in Catherine Audard (éd.), *Respect. De l'estime à la déférence : une question de limite*. Paris : Autrement, pp.67-87.
- MURDOCH, I., (2002). Envoi in Catherine Audard (dir.), *Respect. De l'estime à la déférence : une question de limite*. Paris : Autrement, pp.10-11.
- OST, F., (1988). Théorie de la justice et droit à l'aide sociale in Catherine Audard, *Individu et justice sociale autour de John Rawls*. Paris: Seuil. pp. 245-275.
- PAILLE, P., & MUCCHIELLI, A., (2003). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris: Armand Colin.
- RAWLS, J., (1997). *Théorie de la justice*. Paris: Seuil.
- RAWLS, J., (1993). *Justice et démocratie*. Paris: Seuil.
- RICOEUR, P., (2002). Le soi digne d'estime et de respect in Catherine Audard (éd.), *Respect. De l'estime à la déférence : une question de limite*. Paris : Autrement, pp.88-99.
- SENNETT, R., (2003). *Respect. De la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité*. Paris: Hachette.
- ZACCAÏ-REYNERS, N., (2006). Respect et relations asymétriques. Quelques figures de la relation de soin." In *Esprit*, n° 321.

WEBGRAPHIE

- Dupuis, P., (2005). « Le respect des singularités », Le portique. Consulté le 12 mars 2007.
<http://leportique.revues.org/document556.html>.